

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission d'enquête sur les liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste

- Audition, ouverte à la presse, de M. Omar Youssef Souleimane, journaliste 2
- Présences en réunion 16

Jeudi
16 octobre 2025
Séance de 14 heures

Compte rendu n° 7

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

**Présidence de
M. Xavier Breton,
Président de la commission**



La séance est ouverte à quatorze heures cinq.

M. le président Xavier Breton. Nous poursuivons les travaux de la commission avec l'audition de M. Omar Youssef Souleimane.

Monsieur Souleimane, vous êtes né en Syrie et avez trouvé asile en France en 2012. Vous avez depuis publié plusieurs livres qui ont, pour certains, reçu des prix. C'est pour le livre *Les Complices du mal*, paru au début du mois d'octobre, que vous êtes auditionné.

Dans cet ouvrage, vous évoquez les liens qui existeraient entre des mouvements islamistes et certains représentants de partis d'extrême gauche et soulignez l'influence du conflit israélo-palestinien sur ce rapprochement. Vous décrivez des discours victimaires qui assimileraient la position française dans ce conflit à une politique menée contre l'ensemble des musulmans – en les associant volontairement aux intérêts du Hamas alors même que cette organisation est considérée comme terroriste par la France et l'Union européenne. Enfin, vous dénoncez les visées électoralistes de ces discours.

Nos travaux ne visent pas un parti ou une sensibilité politique en particulier, mais s'intéressent à tous les élus politiques, puisque des liens avec des mouvements islamistes peuvent apparaître dans différents territoires et pour différents motifs. Vos constats ne manquent pas moins de nous interroger.

La commission s'intéresse à la stratégie des mouvements islamistes en France pour nouer des liens avec les élus nationaux ou locaux. Comment ces liens se manifestent-ils ? Sont-ils conjoncturels, liés au contexte international, ou plus durables ? Selon vous, traduisent-ils une adhésion des élus aux finalités poursuivies par les mouvements islamistes alors même qu'elles sont incompatibles avec les valeurs démocratiques de la République – je pense en particulier à l'inégalité entre les hommes et les femmes et à la charia – ou s'agit-il davantage d'opportunisme politique ?

Avant toute chose, je vous invite à nous déclarer tout intérêt public ou privé de nature à influencer vos déclarations. En outre, l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires impose aux personnes auditionnées par une commission d'enquête de prêter le serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.

(M. Omar Youssef Souleimane prête serment.)

M. Omar Youssef Souleimane, journaliste. La question majeure est en effet d'identifier comment se manifeste le lien entre La France insoumise (LFI) et les islamistes et de distinguer les soupçons des éléments factuels. Cela m'a occupé pendant des mois.

Permettez-moi de revenir sur les raisons qui m'ont poussé à m'intéresser à ce sujet et à écrire ce livre. Je viens de Syrie, pays dominé par les islamistes, où j'ai passé les vingt-cinq premières années de ma vie. J'ai aussi passé trois ans en Arabie Saoudite où j'ai étudié le Coran et les hadiths, c'est-à-dire la parole de Mahomet. La révolution syrienne a commencé en 2011 et, comme des milliers de jeunes Syriens, je me suis engagé dans cette révolution socialiste menée contre le régime fasciste de Bachar al-Assad. Ce sont les islamistes qui ont détruit cette révolution. Un an plus tard, je me suis échappé de Syrie pour fuir cette ambiance terrible : entre

le régime de Bachar al-Assad et les islamistes, nous étions entre la peste et le choléra. Je me suis d'abord dirigé vers la Jordanie où j'ai pu faire une demande d'asile politique pour la France.

Arrivé en France, retrouver l'ambiance que j'avais fuie a été un choc. J'ai habité pendant sept ans en banlieue parisienne, où j'ai constaté avec surprise que certains imams radicaux apportaient un soutien sans réserve à Jean-Luc Mélenchon. Ce constat m'a amené à me poser des questions.

Après le massacre du 7 octobre, je me suis rendu à des dizaines de manifestations organisées par La France insoumise ou par Urgence Palestine, une association ouvertement islamiste et antisémite, qui se déroulaient le plus souvent place de la République, et parfois place de la Nation. J'en retire de nombreux éléments.

Omar Alsoumi est le fondateur de l'association Urgence Palestine créée le lendemain du massacre du 7 octobre. Il a d'ailleurs salué à plusieurs reprises le « déluge d'al-Aqsa », nom que le Hamas donne à cet événement. Je tiens à dire que tout ce que j'affirme est documenté par des photos, des vidéos ou des enregistrements audio collectés pendant ces manifestations. Elles sont organisées par ce même Omar Alsoumi qui défile aux côtés de Mathilde Panot, Thomas Portes, Ersilia Soudais et d'autres députés. Les membres de l'association Perspectives musulmanes y participent aussi régulièrement. Les plus actifs sont Ehmadi Ibrahim – qui milite également pour Urgence Palestine et a déclaré que la Palestine était une « terre d'islam » – et Maria de Cartena, pour qui la guerre contre le terrorisme est en vérité une guerre contre l'islam.

Ces éléments-là relèvent encore du soupçon. Les élus de La France insoumise nous répondent régulièrement qu'ils participent à ces manifestations de bonne foi. Sachez que je n'accuse en aucun cas ceux qui manifesteraient de bonne foi, parce qu'il y a des victimes à Gaza ou parce qu'il faudrait agir : ce n'est pas mon sujet. Mon enquête se concentre sur les organisateurs de ces manifestations, qui portent un projet politique islamique.

Thomas Portes est le député le plus actif de ces manifestations. Il s'est d'ailleurs récemment rendu au Liban en compagnie de Salah Hamouri, un militant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation considérée comme terroriste par l'Union européenne. Thomas Portes y a rencontré plusieurs membres du FPLP, parmi lesquels Marwan Abdel-al, dont le nom était mal orthographié sur le réseau social X mais que j'ai identifié grâce aux photographies de leurs réunions. Marwan Abdel-al est un militant du Hezbollah, organisation considérée comme terroriste, qui s'est rendu aux funérailles d'Hassan Nasrallah en février 2025. Thomas Portes a aussi rencontré Haitham Abdo, le chef du FPLP au Liban, terroriste sans réserve. Il n'a pas pu rencontrer Kamal Adouan, déjà tué par Tsahal, mais il lui a rendu hommage au cimetière des martyrs palestiniens, au sud de Beyrouth. Kamel Adouan est pourtant impliqué dans la mort de onze civils israéliens, survenue en 1972 lors de l'attentat de Munich. Voilà de premiers exemples, parmi les nombreux autres que je pourrais vous donner.

Meluka Hadj-Mimoune, la suppléante d'un élu de La France insoumise, a ainsi participé dans la banlieue lyonnaise à l'ouverture de la mosquée El-Rahma, qui a accueilli à plusieurs reprises un djihadiste tunisien dont j'ai réussi à identifier les déclarations. Il appelle à éliminer les juifs, à tuer tous les Israéliens, et chante la gloire du Hamas depuis le 7 octobre. Nombre des paroles citées dans mon livre ont été prononcées en arabe, ma langue maternelle, et je les ai donc traduites.

Parmi les autres personnes, tout de même très nombreuses, que j'ai identifiées, se trouve Mohamed Awad, un islamiste radical que La France insoumise a choisi comme candidat aux élections législatives l'année dernière, ce que je trouve très dangereux.

Enfin, Sébastien Delogu a été plusieurs fois salué par les chaînes de télévision islamiques radicales et pro-Hamas comme Al-Jazira ou Al-Mayadin. Il a aussi trouvé un vrai soutien en la personne de Seyyed Yahiah Gouasmi, qui a fondé le centre chiite et djihadiste Zahra, fermé pour apologie du terrorisme – élément déjà rendu public par le ministère de l'intérieur. Sébastien Delogu, après que Yahiah Gouasmi l'a félicité pour avoir brandi le drapeau palestinien dans l'Assemblée nationale, l'a remercié sur les réseaux sociaux.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. J'ai été particulièrement marqué dans votre ouvrage par le récit de votre jeunesse en Syrie, par l'envie que ne se reproduise pas ce que vous avez vécu là-bas, et, en France, par le choc qu'a constitué la découverte d'un antisémitisme galopant et d'un entrisme islamique fort, au détriment des valeurs républicaines.

J'ai également été frappé par votre description de l'éducation antisémite qui existerait dans certains pays du Moyen-Orient et que vous retrouveriez en France. Pourriez-vous expliquer cette idée d'une formation à l'antisémitisme qui aurait cours sur certains territoires de la République ?

M. Omar Youssef Souleimane. J'ai pris le risque d'écrire ce livre parce que je refuse que les islamistes qui ont détruit mon pays d'origine fassent la même chose en France, pays que j'ai adopté et qui m'a adopté.

L'antisémitisme a, hélas, toujours été présent au Moyen-Orient : c'est une des dimensions essentielles de la religion. Je précise que le terme de « religion » fait ici référence au projet islamique radical fondé en 1928 en Égypte par Hassan al-Banna et les Frères musulmans, dont l'idéologie est fondée sur le djihad contre les Juifs en Palestine – avant même la naissance de l'État d'Israël. C'est ce projet qui a déclenché l'antisémitisme au Moyen-Orient. Des textes radicaux appelant à la haine existaient bel et bien depuis longtemps, cela dans plusieurs religions, mais ils ont été repris et diffusés par les islamistes pour leur projet politique. Des groupes djihadistes liés aux Frères musulmans ont ainsi commencé à partir pour faire le djihad.

Cette époque est aussi celle de Mohammed Amin al-Husseini, le grand mufti d'Al-Qods – Jérusalem. Pendant la deuxième guerre mondiale, il a rencontré Hitler et participé à la création, au sein de l'armée nazie, d'une troupe musulmane de 20 000 soldats, venus pour la plupart d'Europe de l'Est. Des liens existent : des archives ont même mis au jour le lien entre Hassan al-Banna, fondateur des Frères musulmans, et les nazis.

Tous ces éléments sont venus nourrir la haine des Juifs dont, plus tard, la naissance de l'État d'Israël a renforcé l'intensité. Imaginez que 800 000 Juifs vivaient dans les pays arabes et musulmans du Moyen-Orient avant la naissance d'Israël. Ils ne sont même plus 30 000 aujourd'hui. Or ces personnes vivaient toutes depuis des centaines voire des milliers d'années en Syrie, en Irak, au Liban ou même dans les pays du Maghreb, c'étaient leurs pays, qu'ils ont quittés parce que la situation était devenue insupportable pour eux.

Je me souviens qu'à Al-Qutayfah, ma ville d'origine à côté de Damas, le mot « juif » était une insulte et que, pour se défendre, on disait : « je ne suis pas Juif, pour être si mal traité ! ». Les Juifs n'y sont même pas traités comme des êtres humains. Plus de quarante-et-un

versets du Coran évoquent les Juifs, que le prophète surnomme « les fils d’Israël » : jamais ils n’y sont bien traités. Je ne parle pas là d’un Coran étudié dans le cadre d’une croyance religieuse individuelle, mais bien de l’instrument d’un projet politique.

En arrivant en France, j’ai été très choqué. Qu’est-ce que la France pour moi ? C’est le pays de l’universalisme, de la laïcité, du vivre-ensemble et de la diversité. J’appartiens à cette France, que j’aime, qui est celle de Jean Jaurès – que je lisais avant mon arrivée –, de Paul Éluard, de la Résistance. Il est impossible, dans ce pays, de dire qu’on doit supprimer ou détruire Israël !

Thomas Portes a déclaré en juillet 2025 – je cite la chaîne Al-Jazira – qu’il fallait libérer l’ensemble de la Palestine. Or appeler à libérer la Palestine, c’est appeler à détruire l’État d’Israël, dont 75 % des habitants sont des Juifs. C’est du pur antisémitisme. Dans les manifestations organisées par La France insoumise, par Urgence Palestine ou par d’autres associations palestiniennes, l’idée de détruire l’État d’Israël est normalisée. Pourtant, a-t-on déjà appelé à détruire la Russie qui a lancé une guerre contre l’Europe ? Non. On manifeste et on critique un régime symbolisé par Poutine. On a tous les droits de critiquer un gouvernement extrémiste, en Israël ou ailleurs, mais pas d’appeler à éliminer un État entier.

Ce discours est celui dans lequel j’ai grandi. Chaque matin, lorsque j’allais à l’école, nous devions répéter « Mort à Israël ! » et, les Juifs d’Israël ressemblant tellement aux Juifs de Syrie, qu’il fallait jeter tous les Juifs dans la mer Méditerranée. Revivre cela en France est pour moi insupportable.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Selon vous, il existe un risque pour que la France soit détruite par la folie radicale des islamistes. À quel point ce risque est-il avéré ? Comment cette menace se matérialise-t-elle ?

M. Omar Youssef Souleimane. Si je comprends bien, vous voulez savoir comment tout cela pourrait mener au chaos.

Il faut voir l’intensité des dizaines de manifestations organisées par LFI et ces islamistes : ce ne sont pas des appels à la paix mais des appels à la haine. Notez d’ailleurs combien les actes antisémites ont augmenté en France depuis le 7 octobre – des enquêtes le documentent. Il y a en France environ 5 millions de musulmans et 500 000 Juifs. D’après mon expérience et les preuves que j’ai rassemblées, le projet de La France insoumise, en se liant avec ces islamistes, est d’aviver l’intensité entre ces deux communautés.

La France insoumise le fait de plusieurs manières. D’abord, en s’adressant aux musulmans non pas comme à des citoyens français mais comme à des musulmans – ce qui me semble très dangereux – ou en répétant que les musulmans sont en danger et que la France est, dans son ensemble, un pays islamophobe, comme l’a déclaré Mélenchon après l’horrible crime commis contre Aboubakar Cissé dans une mosquée. Le criminel n’était d’ailleurs pas français mais serbe, mais peu importe, c’est un acte à condamner sans réserve. Ce discours victimaire met les musulmans à l’écart et les présente comme des malheureux, non comme nos compatriotes.

J’ai obtenu la nationalité française en 2022. Ma famille est musulmane, ma mère est voilée. Tout mon entourage est pratiquant. On se fiche complètement de savoir si je suis croyant ou non, si je suis musulman ou non ! Existe-t-il une différence entre nous dans cette salle ? Nous sommes des citoyens français, c’est ce qui compte pour moi. Hélas, cette notion est

complètement absente des discours de LFI. En s'adressant aux musulmans comme à des musulmans, ils ont un discours séparatiste.

Pour ce qui est du chaos, les actes antisémites ont donc doublé depuis le 7 octobre et il se produit même des agressions à l'encontre de musulmans. Je répète que rien n'est pire pour les musulmans en France que le projet des islamistes et leur alliance avec La France insoumise, car ils sont pris en otage par un projet séparatiste.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Revenons aux manifestations auxquelles vous avez participé et où vous dites avoir collecté des documents, des vidéos et des preuves sur la participation des uns et les autres.

Le 5 octobre 2024 s'est tenue place de la République une manifestation organisée par le collectif Urgence Palestine. Selon vous, Mme Soudais, M. Portes, M. Boyard, Mme Aubry et M. Mélenchon étaient présents mais aussi, et surtout, Omar Alsoumi, le garde du corps de Rima Hassan, qui aurait appelé à la « résistance armée ». Pouvez-vous le confirmer ?

M. Omar Youssef Souleimane. Omar Alsoumi n'est pas le garde du corps de Rima Hassan, c'est le fondateur du collectif Urgence Palestine. Mais le garde du corps de Rima Hassan est un militant actif de ce collectif – ce qui est très grave. On attribue à Omar Alsoumi plusieurs actes antisémites.

Il faut aussi évoquer Mehdi Meftah, un membre du Parti des indigènes de la République (PIR) qui manifeste régulièrement avec Ersilia Soudais, Mathilde Panot, Thomas Portes et d'autres députés. Il a tenu des discours très dangereux sur la chaîne libanaise Al-Mayadin, qui soutient l'Iran et le Hezbollah, dans lesquels il affirme que la loi contre le séparatisme vise les musulmans en France. Je confirme tous les autres éléments que vous avez mentionnés.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Vous évoquez la « complicité toxique » entre les islamistes et LFI – cette notion donne d'ailleurs son titre à votre ouvrage. Pouvez-vous nous donner les exemples les plus concrets et les plus marquants de cette complicité ? En outre, pourquoi mettre en avant le cas de Rima Hassan ? Enfin, d'autres partis politiques sont-ils concernés par des liens avec la mouvance islamiste ?

M. Omar Youssef Souleimane. D'après ce que j'ai pu découvrir, il n'y a pas d'autres partis politiques que La France insoumise concernés par une telle alliance. Je témoigne de ce que j'ai vu.

Rima Hassan est sur la couverture de mon livre pour plusieurs raisons. Elle n'est pas le sujet principal du livre, mais une sorte de fil rouge. Comme moi, elle vient de Syrie et je connais Nayrab, sa ville d'origine située dans la banlieue d'Alep. Or, j'ai été choqué par plusieurs éléments la concernant.

De retour en Syrie au début de l'année 2024, Rima Hassan a expliqué sur Al-Jazira qu'elle était revenue à Nayrab parce qu'elle s'y sentait en sécurité et qu'elle avait fui la France après avoir reçu des menaces de mort. Comment peut-on se sentir en sécurité sous le régime fasciste de Bachar al-Assad ? La commune de Nayrab a même connu pire : elle a été contrôlée par une milice iranienne, Fayraq al-Qods – la Force al-Qods – qui collaborait avec celles du régime. Je suis choqué par le fait que Rima Hassan n'ait jamais condamné Bachar al-Assad, le boucher de Damas, qui a assassiné des centaines de milliers de Syriens, y compris palestiniens,

et arrêté 98 Palestiniens au camp de Nayrab et des dizaines d'autres ailleurs. Il y a un double standard : comment peut-on défendre les Palestiniens face à Israël et abandonner les Palestiniens en Syrie, comme s'il ne s'y était rien passé ? Une ancienne membre de LFI m'a d'ailleurs confirmé que Rima Hassan disait que Bachar el-Assad était un moindre mal pour la Syrie.

Ensuite, Rima Hassan n'a jamais reconnu ce que la France lui avait apporté, alors qu'elle y est arrivée à 9 ans. Pour ma part, la France, où je suis arrivé à 25 ans, m'a construit, m'a sauvé la peau, m'a donné la liberté d'expression. C'est lorsque je suis rentré en Syrie treize ans après l'avoir quittée, en janvier 2025, que je me suis le plus senti français. Il ne s'agit pas d'être nationaliste mais il me semble très dangereux d'insulter la France jour et nuit et de la faire passer pour un pays colonialiste qui aurait pour ambition de détruire le Moyen-Orient, tout en faisant de l'Algérie la Mecque de la liberté, comme Rima Hassan. C'est pourtant le régime algérien qui a emprisonné l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal : zéro condamnation de sa part. Rima Hassan incarne la haine de la France et j'ai honte qu'elle nous représente au Parlement européen.

Rima Hassan s'est aussi rendue en Jordanie et au Liban en 2024 pour son projet photographique, intitulé « S'émouvoir », autour des réfugiés palestiniens. Elle y a inséré un verset djihadiste, qui signifie que ceux qui sont morts au nom de Dieu ne sont pas vraiment morts et qu'ils sont vivants au paradis de Dieu : il est au fondement du discours d'Al-Qaïda, de Daech, du Hamas, et l'inspiration principale des martyrs du djihad islamique dans le monde entier. C'est le verset le plus dangereux du Coran, après un autre qui appelle à préparer des attentats.

Je veux finir par vous livrer des éléments exclusifs qui ne sont pas dans mon livre. On a beaucoup parlé ces derniers mois de la flottille pour Gaza. Certains soupçons donnaient déjà Zaher Birawi, un collaborateur du Hamas, pour son organisateur. Mais la presse n'a pas encore révélé que Mohammed Sawalha, fondateur et militant armé du Hamas en Cisjordanie, aujourd'hui réfugié au Royaume-Uni, est lui aussi très actif dans cette initiative. À ce propos, l'élément le plus grave est que Zaher Birawi, journaliste pour la chaîne de télévision islamiste Al-Hiwar – le « dialogue », en arabe –, ait interviewé Ismaël Haniyeh, l'un des chefs du Hamas qui a appelé, en parlant des flottilles, à briser le blocus de Gaza afin de changer la politique internationale. Faut-il d'autres preuves pour affirmer que la flottille pour Gaza n'a rien à voir avec le transport d'aide humanitaire à destination des civils de Gaza, mais qu'elle participe d'un projet politique islamique à la gloire du Hamas ?

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Selon vous, le 8 septembre 2024, Mme Hassan, M. Portes, M. Bompard et Mme Soudais se seraient rendus à une manifestation place de la Nation en présence d'Elias d'Imzalène, un conseiller politique d'Urgence Palestine fiché S. Sous le regard des députés, les discours auraient enchaîné des slogans peu conventionnels comme « Israël assassin ; Macron complice », ou, en arabe, « Du fleuve à la mer, la Palestine est arabe » – une invitation claire à l'éradication d'Israël. Vous avez également identifié Ramy Shaath, emprisonné en Égypte entre 2019 et 2022 pour soutien à une organisation terroriste, et qui a publié sur sa page Facebook : « Si Gaza brûle, Paris brûlera aussi. ». Les députés auraient pris la parole et déployé une banderole en soutien à la libération de George Ibrahim Abdallah, terroriste libanais du FPLP. Pouvez-vous confirmer ces éléments ?

M. Omar Youssef Souleimane. Ramy Shaath est un militant palestinien qui a été emprisonné en Égypte pour apologie du terrorisme avant de venir en France. Il tient un discours antisémite sans réserve. Le 8 septembre, place de la Nation, il a désigné en arabe les Juifs – il

a vraiment employé le mot arabe, *yahud*, qui signifie juif – comme étant des ennemis. Lorsqu’Omar Alsoumi a traduit ses propos en français, il a remplacé le mot « Juifs » par le mot « Israéliens ». Était aussi présent Elias d’Imzalène, prédicateur salafiste, qui est arrivé avec Rima Hassan. Je l’ai filmé quand il a pris la parole à la fin de la manifestation. J’étais face à lui mais je précise que j’étais grîmé, comme je l’étais en Syrie lorsque je participais aux manifestations contre le régime de Bachar al-Assad – c’est terrible, je n’aurais jamais imaginé devoir faire une telle chose pour pratiquer mon métier ici en France. Il a appelé à mener une intifada à Paris et dans la banlieue parisienne, a salué ceux qui, à Gaza, renversent les Merkavas, a formulé le souhait de pouvoir prier à Jérusalem, capitale de toutes les révoltes.

J’étais entouré de jeunes venus en toute bonne foi. Certains ne savaient pas ce que voulait dire « intifada » et je suis sûr et certain qu’ils n’auraient pas applaudi Elias d’Imzalène s’ils avaient connu la signification de ce mot. Le chaos, que vous évoquiez, ce prédicateur l’incarne en lançant de tels appels. Ces discours manipulateurs m’ont mis dans une telle colère que j’ai publié ma vidéo de la manifestation sur X, ce que j’évite de faire habituellement. L’association LEA – Lutte pour l’égalité contre l’antiracisme – s’en est servie pour porter plainte contre Elias d’Imzalène et j’ai été harcelé par ses soutiens lorsque je me suis rendu au tribunal. Ses propos sont très dangereux. Lors du procès, il a déclaré que l’intifada pouvait être menée dans le cadre de la démocratie française, ce qui est complètement faux. Rappelons que la première fois que ce terme a été utilisé, c’est par le Hamas, l’année de sa création, en 1987. Nous avons vu les résultats de cette première Intifada : combien de milliers de personnes ont été tuées, combien de civils ont été assassinés entre 1987 et 1993, année des accords d’Oslo ? Et que dire de la deuxième Intifada, dans les années 2000, dans laquelle le Hamas s’est impliqué de manière grave ? Je ne pense pas du tout que l’intifada puisse être pacifique, c’est un mot de haine qui doit être interdit en France. Elias d’Imzalène a aussi appelé à renverser les Merkavas, les blindés qui font la fierté de Tsahal, l’armée israélienne. Il s’est défendu en affirmant qu’il saluait les enfants qui jetaient des pierres contre Tsahal, référence à la deuxième Intifada. Or là encore, c’est faux : ceux qui s’attaquent à ces tanks, ce sont uniquement les membres du Hamas ou du Djihad islamique.

Un mot sur Amar Lasfar, prédicateur islamiste, ancien président de MF, Musulmans de France, pour illustrer la stratégie très intelligente de l’islamisme en France. Elle est fondée sur la *taqiya*, mot que l’on peut traduire par « dissimulation », à laquelle ont recours les Frères musulmans et le Hamas : elle consiste à cacher son propre projet en disant des choses qui n’ont rien à voir avec ce qu’on fait. Il s’agit de se préparer pendant des années, notamment pour commettre un attentat. Je citerai ici un verset du Coran : « Préparez-vous à terroriser vos ennemis et les ennemis d’Allah ». C’est ainsi que les talibans ont pu revenir au pouvoir en 2021 alors que tout le monde pensait qu’ils avaient disparu depuis 2001. Les islamistes sont présents parmi nous en France et ce n’est pas du complotisme que de le dire : c’est une vérité, nous avons creusé la question.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Vous faites état dans votre livre d’une véritable complicité entre les imams de France et La France insoumise. Sur quels cas vous êtes-vous fondé ?

M. Omar Youssef Souleimane. Amar Lasfar a déclaré dans les années 1990 qu’il s’agissait d’arriver au Parlement, à l’Assemblée nationale, grâce aux élections ou même à un coup d’État. Ce même Amar Lasfar, après la loi contre le séparatisme, a affirmé qu’il croyait dans la loi de 1905, à la séparation entre l’Église et l’État, à la République. La première déclaration a été faite en arabe, la deuxième, en français : cela me paraît éclairer ce qu’est la dissimulation.

Lors de la campagne présidentielle de 2022, Hani Ramadan, frère de Tariq Ramadan, a appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon. Rappelons qu'il s'agit d'un prédicateur extrêmement dangereux, interdit de séjour en France du fait de propos djihadistes, terroristes même – il vit en Suisse. La France insoumise est soutenue par des chaînes islamiques comme Al-Jazira, Al-Mayadin ou des associations comme Urgence Palestine et Perspectives musulmanes. Lors des élections législatives de 2024, un prédicateur extrêmement dangereux, Vincent Souleymane, a aussi appelé à voter pour les candidats LFI.

On pourrait se dire que si des membres d'associations radicales, des djihadistes, des islamistes soutiennent LFI, c'est parce qu'ils se sentent menacés par un discours extrémiste et discriminatoire, et que LFI n'y est pour rien. Mais LFI collabore avec eux et ce, pour une raison principale, arriver au pouvoir, les témoignages que j'ai rassemblés dans mon livre le montrent. Il a manqué à Mélenchon 420 000 voix pour accéder au deuxième tour en 2022, et pour se maintenir au second tour en 2027, il compte sur les voix des musulmans. J'ai enquêté sur le vote des musulmans pour Mélenchon aux présidentielles ou pour un candidat LFI aux législatives de 2024 : beaucoup d'entre eux ne l'ont fait ni pour LFI, ni même pour la France, mais pour Gaza, ce que je trouve extrêmement dangereux.

Nagib Azergui a fondé l'Union des démocrates musulmans français (UDMF), seul parti musulman de France. Cela n'a jamais marché car, depuis l'entrée en vigueur de la loi contre le séparatisme en 2021, les partis politiques musulmans ont perdu leurs chances de fonctionner. Tous les éléments que j'ai pu rassembler montrent, d'après moi, que les islamistes utilisent LFI comme un cheval de Troie : ils se cachent derrière ce parti pour arriver au pouvoir et recueillir des avantages politiques. Ce qui m'a vraiment fait froid dans le dos, c'est la déclaration qu'a faite Nagib Azergui sur le site Ultrasawt, qui appartient au Qatar, donc aux Frères musulmans, selon laquelle les imams en France comptaient sur leur collaboration avec La France insoumise. De quelles preuves supplémentaires a-t-on besoin ?

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Vous mentionnez l'appui du Qatar, soutien des Frères musulmans, et de la chaîne Al-Jazira à LFI. Est-ce à dire que les liens entre islamistes et LFI sont alimentés par des puissances étrangères ?

M. Omar Youssef Souleimane. Ils sont alimentés de manière indirecte. J'ai tenu un décompte des fois où la chaîne AJ +, branche de la chaîne Al-Jazira destinée aux jeunes, a soutenu Sébastien Delogu et d'autres députés LFI, a fait l'éloge du Hamas ou même de Ahed Tamimi, palestinienne ayant été emprisonnée en Israël, qui a déclaré après le massacre du 7 octobre : « Vous allez même oublier ce qu'Hitler vous a fait ». Al-Jazira comme d'autres chaînes fréristes du Moyen-Orient soutient sans réserve La France insoumise.

Bien sûr, se pose la question du financement par le Qatar. Personnellement, j'estime qu'AJ + devrait être interdite en France du fait des deux lignes éditoriales qu'elle promeut : d'une part, accroître la haine envers la France, la traiter comme un pays arriéré, dangereux, sans sécurité, un pays islamophobe ; d'autre part, glorifier les islamistes et les imams radicaux en France tout comme LFI. Ce rôle joué par le Qatar, je l'ai documenté. Je parlerai maintenant de mes soupçons : le Qatar financerait des projets en France à la gloire ou au profit des Frères musulmans et de La France insoumise.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Vous avez mentionné les noms d'élus de La France insoumise et d'extrême gauche qui participent à ces manifestations. Selon vous, ont-ils conscience de la dangerosité de certaines personnes qu'ils côtoient ? S'agit-il pour eux

simplement d'une volonté électoraliste de surfer sur Gaza et d'aller chercher l'électorat musulman ?

M. Omar Youssef Souleimane. Trois semaines avant la publication de mon livre, Plon, ma maison d'édition et moi-même avons reçu une lettre de mise en demeure de la part de La France insoumise qui voulait obtenir l'envoi d'un exemplaire dans un délai de vingt-quatre heures. Recevoir cette lettre ici a été très dur pour moi. En Syrie, où j'ai pratiqué le journalisme pendant sept ans, à chaque fois que j'ai publié une enquête ou un article, j'ai été humilié, parfois même frappé, par les services de renseignement. Jamais je n'aurais imaginé que treize ans plus tard, je tomberais en France sur des politiques voulant me faire taire. Une semaine après cette mise en demeure, LFI a lancé une action en justice pour obtenir la communication de mon ouvrage avant sa parution et le juge a refusé leur demande. Comment, en 2025, un parti politique français peut-il exiger d'avoir un livre avant sa parution ? Ont-ils peur à ce point d'un journaliste qui ne fait que son métier ? Manuel Bompard a justifié cette action en déclarant qu'ils avaient besoin d'un exemplaire pour se préparer à porter plainte pour diffamation. Comment peuvent-ils affirmer qu'il y a diffamation sans avoir lu le livre ? C'est vraiment n'importe quoi, et je suis gentil !

Je pense à 1 000 % que La France insoumise sait ce qu'elle fait. Ils le savent tous. Ce n'est pas de l'aveuglement. Cela fait plus de douze ans qu'avec d'autres journalistes, nous menons des enquêtes et publions des articles sur ce sujet. J'écris pour des journaux largement lus comme *Le Point* ou *L'Express*. Les membres de La France insoumise ne lisent-ils pas ces articles comme tout le monde ? *Le Figaro* a publié l'année dernière une longue enquête que j'ai consacrée aux liens entre La France insoumise et les islamistes : pourquoi ne l'ont-ils pas lue ? Soit les députés de La France insoumise ignorent que les gens avec qui ils manifestent sont dangereux, et c'est condamnable car tout le monde sait qu'il y a un danger islamiste ; soit ils en ont conscience, et c'est encore plus grave. Et, à mon avis, ils le savent à 100 %.

Pourquoi agissent-ils ainsi ? L'idéologie de La France insoumise, surtout de Mélenchon, est de créer un affrontement social. Quand une députée comme Sophia Chikirou dit que la Chine n'est pas une dictature, croit-elle à ce qu'elle dit ? Est-ce un lapsus ? Non car, à mon avis, elle le fait exprès. Quand La France insoumise participe à ces manifestations, elle le fait exprès. Mélenchon a fait récemment un doigt d'honneur à Benjamin Duhamel qui l'interviewait sur France Inter. Comment accepter cette vulgarité, cette intimidation, cette agression ? C'est horrible ! Ils le font exprès pour créer le chaos en France. Mélenchon vient d'un milieu trotskiste qui souhaite diviser le peuple français pour le dominer et le diriger.

M. Matthieu Bloch, rapporteur. Vous dites que votre ouvrage a pour but de protéger les musulmans de France, pris en otage par les islamistes et les partisans de LFI. Comment, selon vous, les pouvoirs publics peuvent-ils lutter efficacement contre l'islamisme sans stigmatiser les musulmans ? Avez-vous connaissance de mesures prises par des États étrangers qui seraient de nature à nous inspirer ?

M. Omar Youssef Souleimane. Parmi les États étrangers, vous serez peut-être surpris si je cite l'Arabie Saoudite. J'y ai vécu pendant trois ans au moment des attentats du 11 septembre. C'était un pays radical mais vous pouvez voir aujourd'hui dans la société les progrès qui ont été faits. J'évoquerai aussi les Émirats arabes unis, l'Égypte et même la Jordanie, pays dans lequel, depuis le mois d'avril dernier, les Frères musulmans sont considérés comme une organisation terroriste. Qu'est-ce qu'on attend en Europe, franchement ? Ils se présentent comme des terroristes, leur projet est radical, on ne peut jamais leur faire confiance. En Syrie, ils ont demandé la réouverture de leurs bureaux à la suite de la chute du régime de

Bachar al-Assad, et les dirigeants de ce pays, qui sont islamistes, leur ont opposé un refus, non parce qu'ils n'aiment pas les Frères musulmans – bien sûr qu'ils les aiment – mais parce qu'ils ne veulent pas déranger certains pays comme les Émirats ou l'Arabie Saoudite qui aident à financer les politiques du pays.

La première série de mesures à prendre, c'est l'interdiction des Frères musulmans, à considérer comme une organisation terroriste, et de toute association ou de toute chaîne appelant à la haine, à l'antisémitisme, au séparatisme et glorifiant le Hamas. Aucune tolérance n'est possible. Et je reviens à votre question : il s'agit de protéger les musulmans. Ils vivent depuis toujours en France. Dans les années 1990, ils étaient nombreux et il n'y avait pas les problèmes qu'il y a aujourd'hui.

Je vais vous donner un exemple. En Syrie, dans les années 1970, ma grand-mère n'était pas voilée, comme la plupart des femmes dans ce pays à cette période. L'islam politique – je parle des Frères musulmans – n'était pas aussi présent. Je suis tombé sur des photos de ma grand-mère à la plage avec ses potes en train de s'amuser. Cela m'a beaucoup surpris car j'ai grandi dans un monde où toutes les femmes étaient voilées. J'ai demandé à ma mère pourquoi ma grand-mère n'était pas voilée et elle m'a répondu qu'à l'époque, elle ne savait pas ce qu'était la vraie religion. Plus tard, une fois adulte, j'ai creusé la question : j'ai découvert que les Frères musulmans, quand ils ont perdu la bataille contre Hafez al-Assad en 1982, ont commencé à s'infiltrer dans la société. Ils ont manipulé surtout les jeunes en présentant la femme voilée comme une femme libre, une femme désirable parce qu'elle garde son corps uniquement pour son mari, au contraire d'une femme non voilée, qui est une femme sans valeur, un simple objet. Petit à petit, les jeunes ont commencé à porter le voile. Porter le voile n'a jamais été un geste religieux, c'est un acte politique. C'était pour ces femmes comme un drapeau : montrer que l'on est croyante, que l'on est sunnite. Et je trouve, malheureusement, que c'est une attitude très présente en France. Pour ne pas être mal compris, je tiens à préciser que je suis contre l'interdiction totale du voile.

Après l'interdiction des Frères musulmans, de certaines associations ou chaînes, le deuxième axe d'action, très important à mon avis, c'est de cultiver la laïcité chez les jeunes, surtout ceux qui sont d'origine maghrébine ou d'origine dite musulmane. Depuis cinq ans, j'anime des ateliers d'écriture en banlieue parisienne, à Trappes, à Poissy, à Saint-Quentin-en-Yvelines, en collaboration avec plusieurs associations. Quand je demande aux jeunes qui y participent s'ils se considèrent comme français, ils me disent qu'ils ne sont pas français, qu'ils sont avant tout algériens, marocains, musulmans. Pourtant, ils ne savent rien de l'islam. Ils n'ont jamais lu le Coran. Ils ne sont jamais allés en Algérie mais ils veulent être algériens pour ne pas être français. C'est tout ! Pour ces jeunes, la citoyenneté, la laïcité, le fait d'être français, c'est être arriéré, cela renvoie au colonialisme et au racisme. Ceux qui nourrissent ces théories horribles et atroces, ce sont des gens comme Rima Hassan ou les membres de La France insoumise. Il faut aller dans les villes les plus précaires de France et organiser des débats, des ateliers d'écriture pour cultiver la laïcité.

M. Nicolas Dragon (RN). Dans votre livre, vous mettez en avant les rapprochements d'une partie de la gauche avec les tenants d'un islam politique conservateur, voire avec les islamistes. Cela peut sembler antinomique avec certains combats comme l'égalité entre les sexes. Comment qualifieriez-vous ce jeu ? Qui sont les idiots utiles de qui ?

M. Omar Youssef Souleimane. Plutôt que de la gauche, je préfère parler des gauches car il y en a plusieurs. C'est à la gauche radicale, plus particulièrement à La France insoumise que je m'intéresse. Je n'ai pas creusé la question de l'égalité femmes-hommes mais j'ai pu faire

certain constats pour ce qui me concerne. Je suis considéré comme un malheureux réfugié, un petit migrant. Pire, une bonne partie de la gauche me voit comme l'Arabe de service récupéré par l'extrême droite. C'est tellement triste. Stigmatiser une personne qui fait son travail de journaliste en la renvoyant tout le temps à son origine au lieu de voir en elle un citoyen comme les autres, c'est du racisme. Ça n'a rien à voir avec l'égalité, qui est l'un des principes essentiels de la gauche.

M. Nicolas Dragon (RN). Vous avez parlé des jeunes musulmans et des jeunes d'origine maghrébine en rappelant qu'il fallait enseigner la laïcité. Les discours séparatistes s'appuient souvent sur la mémoire coloniale pour culpabiliser et pour mobiliser une partie de la jeunesse, créant ainsi les conditions d'un affrontement social. Cette repentance n'a-t-elle pas également été rendue possible par la complaisance ou l'inaction des gouvernements successifs en France ?

M. Omar Youssef Souleimane. J'ai déjà répondu à cette question. Ils envisagent en effet d'amplifier l'affrontement en France.

M. Nicolas Dragon (RN). Les islamistes ont réussi à populariser l'amalgame selon lequel critiquer la religion reviendrait à la remettre en cause ou à s'y opposer. Avoir fait interioriser cette idée à de nombreux Français, n'est-ce pas l'une des plus grandes victoires de l'islamisme en France ?

M. Omar Youssef Souleimane. La victoire de l'islamisme en France, c'est l'imposition d'un projet qui change les normes sociales. Quand on va dans certaines cités, dans certains quartiers, on constate qu'il y a une ambiance islamique qui change les normes. Cela n'a rien à voir avec le fait d'être musulman. Il faut préciser qu'il y a une grande diversité chez les musulmans de France : on peut avoir un musulman qui ne sort pas de la mosquée, un musulman qui boit de l'alcool, un musulman qui ne croit même pas en Dieu, un musulman qui considère l'islam comme une identité, un autre comme une culture, une musulmane voilée, une musulmane non voilée. On est 5 millions et quand je dis « on », c'est que moi aussi je suis considéré comme musulman alors que je suis le dernier à pouvoir l'être sur cette planète, étant apostat depuis l'âge de 18 ans. Associer le fait d'être musulman à une race ou à l'immigration, c'est très dangereux. Inventer une identité aux musulmans de France, c'est un projet de l'islamisme et de l'extrême gauche et les premières victimes de ce projet, ce sont nos compatriotes musulmans.

Mme Constance Le Grip (EPR). J'espère que d'autres avant moi ont salué votre courage. Nous sommes heureux que votre maison d'édition soit allée jusqu'au bout et que votre livre ait pu paraître. J'avoue humblement ne pas avoir encore achevé sa lecture. Je me félicite de voir que la presse française s'est fait l'écho de beaucoup des résultats de vos investigations et j'espère qu'elle en parlera davantage encore. En exposant la compromission, la complaisance, la complicité de certains membres de La France insoumise avec les réseaux islamistes, vous donnez quelques clés pour comprendre cet alliage qui peut sembler *a priori* contradictoire avec l'égalité que promeut l'extrême gauche. On s'attendrait à la voir du côté de ceux qui refusent de s'incliner devant les religieux alors que nombre de ses membres ont des accointances avec ceux qui prônent la théocratie. Il y a là du cynisme électoral, du clientélisme, de l'opportunisme. Vous avez fait allusion au second tour de l'élection présidentielle et aux quelques centaines de milliers de voix qui ont manqué à Jean-Luc Mélenchon pour se qualifier. Nous voyons bien comment les « ingénieurs du chaos » œuvrent. La stratégie suivie par certains, notamment La France insoumise, penche du côté de l'affrontement et de la conflictualité.

Quel est, selon vous, le dessein des uns et des autres ? S'agit-il d'islamiser notre pays, de le transformer totalement, de mettre à bas la République fondée sur la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité pour la remplacer par une société islamisée et nouer des alliances avec certaines puissances étrangères ?

M. Omar Youssef Souleimane. L'objectif, c'est exactement cela. Le vrai scandale, ce n'est pas que les islamistes avancent, car c'est dans leur nature de vouloir avancer et ils avancent partout en Europe – au Royaume-Uni et en Allemagne, en particulier –, ainsi qu'en Égypte et au Moyen-Orient. Non, le vrai scandale, c'est que La France insoumise leur ouvre la porte pour avancer.

Vous avez évoqué le clientélisme de La France insoumise. Cette complicité avec le communautarisme des Frères musulmans est politique : les musulmans votent. Ce sujet a été largement abordé ces deux dernières années. Tout le monde est au courant. Dans mon enquête, je vais très loin. Youssef al-Qaradaoui, l'un des fondateurs des Frères musulmans, qui a vécu au Qatar, a parlé de former des « îles musulmanes » en Europe, chaque petit groupe musulman devant créer sa propre société. Sur Al-Jazira, il a évoqué l'avenir des musulmans sur ce continent. L'islam est une religion de prédicateurs : il faut qu'elle rassemble toujours plus de personnes. On crée une société musulmane pour finir avec un État islamique. Cela n'a rien à voir avec les musulmans en tant qu'individus, je le redis. Tout cela, nous le voyons de nos yeux. Dans mon livre, j'ai rassemblé le plus grand nombre d'éléments concrets pour mettre fin à cette tragédie : le danger est présent de plus en plus, il nous entoure.

Si on n'interdit pas ces associations terroristes en France, si on ne coupe pas le robinet des financements du Qatar, qui aide les chefs islamiques dans ce pays, si on n'encadre pas La France insoumise, si on ne la condamne pas, je pense que cela va très mal finir, surtout en 2027. On ne sera pas loin d'avoir un affrontement très grave en France parce que ces gens ne croient pas en la démocratie. Je pense que La France insoumise ne croit ni en la démocratie, ni en la liberté de la presse, ni en la liberté d'expression. Ce qu'ils ont fait pour interdire ce livre est une preuve.

Mme Emmanuelle Hoffman (EPR). Je salue votre courage, parce que vos investigations n'étaient pas faciles et qu'il n'était pas simple d'en publier les résultats. Nous avons la chance d'être en France, où votre livre a pu paraître. Nous avons encore l'espoir de combattre des agissements qui ont le chaos pour seul objectif.

L'islamisme radical et ses méthodes nuisent également aux musulmans, qui sont cinq millions en France. Les islamistes agissent par le biais de l'éducation et des livres, mais aussi en s'infiltrant. Avez-vous une idée de l'ampleur de ce phénomène ? Est-ce par crainte que certains musulmans n'osent pas s'exprimer à ce sujet – ce que l'on peut comprendre – ou bien parce que le degré d'infiltration est déjà important ?

L'objectif des islamistes est politique. Vous avez évoqué l'élection présidentielle de 2027, mais elle sera précédée en 2026 par les élections municipales, qui sont elles aussi importantes et présentent des risques.

Disposez-vous d'éléments permettant de quantifier le phénomène islamiste, tant en ce qui concerne l'éducation – c'est un point fondamental, car la propagande vise les jeunes – que s'agissant de l'ampleur des dégâts – puisque la population musulmane en est également victime ?

M. Omar Youssef Souleimane. C'est un point important.

Il faut donner la parole aux musulmans en France. Cependant, ils ne doivent pas parler de ces problèmes en tant que musulmans, mais en tant que citoyens français.

Il est également très important d'insister sur un point : en France, on a le droit de critiquer l'islam et le Coran, voire de s'en moquer ainsi que de Mahomet. Ça ne doit pas être un tabou. Lors des ateliers d'écriture que j'anime dans la banlieue parisienne, je constate que nombreux sont ceux qui ont peur de critiquer le Coran.

Vous avez salué mon courage. Mais je ne suis pas courageux, je pratique ma citoyenneté. Je suis Français, c'est tout. Je critique l'islam actuellement, mais je pourrais critiquer une autre religion plus tard. Pourquoi faudrait-il que l'islam soit le sujet que l'on n'ose pas aborder en France ? Cela contribue avant tout à stigmatiser les musulmans. Il est donc très utile de banaliser ce sujet. Il faut en discuter très tranquillement, en critiquant le voile ou en parlant de *Charlie-Hebdo*, ou encore en critiquant toutes les religions, parce que nous sommes dans un pays laïc. C'est très clair. Il faut aussi cultiver la notion de laïcité chez les jeunes. Je supplie les responsables politiques de soutenir les projets qui vont dans ce sens.

Il existe en effet une majorité silencieuse et beaucoup de Français sont engagés sur ce sujet. Mais nous ne sommes pas unis. Nombre de journalistes, d'écrivains et d'artistes exercent une véritable influence et souhaitent s'adresser aux banlieues, mais ils ne savent pas comment faire. Je le fais en collaborant avec certaines associations, mais mon action est un cas isolé. C'est un petit projet mais j'aimerais qu'il devienne un projet national. C'est très important.

Pour cultiver la laïcité, il est très utile de se concentrer sur l'idée suivante : la laïcité est la seule chose qui protège les musulmans.

Lorsque Daech a fait de Raqqa sa capitale, on y trouvait des centaines de musulmans très pratiquants, dont des femmes qui ne portaient pas seulement un voile mais masquaient intégralement leur visage. Ils se sont pourtant échappés de Raqqa et se sont rendus dans des zones contrôlées par les Turcs, voire par le régime d'Assad. Ils ont préféré Assad à Daech, alors même qu'ils étaient très pratiquants.

Si un État islamique voyait le jour quelque part dans le monde, même les musulmans ne pourraient le supporter. Grâce à la laïcité, ils peuvent pratiquer leur religion. Il faut cultiver chez les enfants l'idée que la laïcité n'est pas contre eux, mais pour eux.

Mme Constance Le Grip (EPR). Ni vous ni nous ne sommes des théologiens. Vous avez beaucoup parlé des musulmans qui vivent en France. L'expression « islam des lumières », à défaut de s'imposer, est apparue dans le débat public. On sent bien qu'il y a encore assez peu de gens de bonne volonté pour essayer de défendre cette idée et pour dire comment elle pourrait s'opposer à l'obscurantisme du fanatisme islamiste et aux ténèbres.

Est-ce la peur ou la crainte de ne pas être compris et de se mettre à dos les membres de la communauté musulmane qui amène ceux qui voudraient promouvoir cet islam des lumières à rester silencieux et malheureusement un peu trop en retrait ?

Est-ce en raison d'ingérences étrangères ? Vous avez beaucoup parlé du Qatar. On pourrait aussi évoquer la République islamique d'Iran, ainsi que le rôle pas toujours très net joué par l'Algérie à travers la grande mosquée de Paris.

M. Omar Youssef Souleimane. Je pense qu'il y a des degrés dans l'islam. J'en reviens toujours à l'exemple de pays majoritairement musulmans, comme la Malaisie, les Émirats arabes unis ou le Koweït. Comme ils se sont débarrassés de l'islam radical, c'est-à-dire des Frères musulmans, ils n'ont plus ce problème.

En France, la situation est différente. Il convient de parler de l'islam seulement comme d'une religion, et surtout ne pas l'assimiler à une race. Actuellement, dès que l'on critique l'islam ou un aspect qui lui est lié, on est accusé d'être raciste. Mais depuis quand l'islam est-il une race ?

Il a fallu beaucoup de temps entre la Révolution et la loi de 1905 pour arriver à séparer l'Église de l'État. Or c'étaient un autre contexte et un autre débat. Un débat clair qui opposait les catholiques pratiquants et ceux qui ne croyaient pas. Le débat actuel est complètement différent, car on nous renvoie toujours à une race, à l'immigration ou à l'étranger, dans le but de créer des tabous destinés à empêcher de critiquer une religion qui s'appelle l'islam.

L'idée d'islam des lumières est intéressante car elle permet de traiter cette religion comme un rite qui relève seulement de l'espace privé.

L'année dernière, j'ai mené une enquête en visitant des librairies musulmanes à Argenteuil, à Aubervilliers et à Paris. J'ai été particulièrement choqué de trouver des livres de prédicateurs interdits en Syrie et en Arabie Saoudite. Ils sont vendus ici ! J'ai découvert des livres d'al-Qaradaoui. C'est insupportable ! Al-Qaradaoui était un terroriste. Il lui était d'ailleurs interdit d'entrer sur le territoire depuis une décision de Nicolas Sarkozy, parce qu'il appelait très clairement à commettre des attentats. On trouve aussi des livres qui conseillent de frapper les enfants.

Pour moi, c'est très simple : l'islam doit s'adapter à la République. Ce n'est pas à la République de s'adapter à l'islam. C'est valable pour n'importe quelle religion.

Mme Emmanuelle Hoffman (EPR). Les livres que vous avez mentionnés sont-ils donnés ou vendus ?

M. Omar Youssef Souleimane. Le point que vous soulevez est très important. Certains de ces livres doivent coûter une fortune à éditer. Cela se voit à leur qualité. Pourtant, ils sont vendus à un prix très bas.

Lors de mon enquête, j'ai essayé pendant des jours de contacter les libraires, mais personne ne m'a répondu.

M. le président Xavier Breton. Merci pour ces éléments. Vous pouvez les compléter si vous le souhaitez en répondant par écrit au questionnaire qui vous a été adressé. N'hésitez pas à nous transmettre tout autre élément que vous jugerez utile.

La séance s'achève à quinze heures vingt-cinq.

Membres présents ou excusés

Présents. – M. Matthieu Bloch, M. Xavier Breton, M. Nicolas Dragon,
Mme Emmanuelle Hoffman et Mme Constance Le Grip.

Excusés. – Mme Sabrina Sebaihi.